

# LETTE DU MOUVEMENT ETTAHADDI AU PRESIDENT ZEROUAL

En réponse à votre invitation à la rencontre du 21 août, j'ai l'honneur de vous faire part de la décision de notre Mouvement de décliner votre invitation, avec regret.

Sur le fond, notre Mouvement a déjà eu l'occasion de vous faire part, dans une lettre qu'il vous a adressée en date du 26 février 1994 et lors de l'entrevue que vous avez bien voulu nous accorder en date du 26 mars 1994, de l'analyse politique qui fonde notre refus de cautionner la démarche de "dialogue" fondée sur la recherche d'un compromis avec l'intégrisme totalitaire, parce que vaine et surtout suicidaire pour l'Etat.

Nos appréhensions sont aujourd'hui largement confirmées par le bilan désastreux de cette démarche :

A trop vouloir rechercher une "solution politique" découplant arbitrairement le politique et l'action terroriste, cette démarche a abouti à conforter et les politiques et les terroristes du mouvement intégriste.

A trop vouloir courtiser l'intégrisme pour un compromis, par l'adoption d'un profil bas tant au niveau du discours politique qu'au niveau du déploiement du dispositif sécuritaire, allant même jusqu'à engager des négociations secrètes politiquement humiliantes avec les dirigeants incarcérés de l'ex-FIS qui sont les principaux responsables du génocide des meilleures enfants de l'Algérie, civils et militaires, le pouvoir n'a réussi ni à apaiser ni à raisonner la folie meurtrière de l'intégrisme terroriste.

C'est le résultat contraire qui a été obtenu : l'intégrisme ne cache plus sa paternité sur le mouvement terroriste, et ne recule plus devant les atrocités les plus barbares, aussi bien contre les nationaux que les étrangers, comme devant les défis les plus humiliants pour l'autorité de l'Etat (à l'exemple de l'opération confiscation et frappe des pièces d'identité à l'effigie du mouvement intégriste,...); il ne cache plus que son véritable objectif est d'obtenir la reddition et la destruction de l'Etat national républicain.

Au moment où le pays fait face à une flambée d'actes terroristes de la plus cruelle barbarie et où le terrorisme intégriste lance de très graves défis pour la prochaine rentrée scolaire et universitaire, appeler à une nouvelle phase de "dialogue" sans avoir tiré publiquement toutes les leçons de fond des expériences précédentes, constitue, selon nous, une diversion tragique par rapport à ce qui constitue la responsabilité primordiale du pouvoir d'Etat et de tous les patriotes : l'éradication du terrorisme et la neutralisation de l'intégrisme dont il est l'émanation directe.

Sur la forme, vous n'êtes pas sans savoir, Monsieur le Président, que nous avons toujours refusé de nous asseoir à la même table que des partis intégristes qui projettent d'imposer à notre peuple un Etat totalitaire intégriste, de régression historique.

C'est pour nous un principe fondamental dicté par la conviction, confirmée par l'expérience, qu'il n'y a aucun dialogue, à fortiori, aucun compromis possible avec de tels "partis" qui, par ailleurs, soutient, de façon ouverte ou honteuse, le terrorisme sur le plan politico-idéologique et sur le plan logistique. Ces "partis" sont partie intégrante de la stratégie dont les forces réconciliatrices sont prisonnières.

Si l'on veut sauver l'Algérie des périls mortels que fait peser sur elle le terrorisme intégriste, il n'y a plus de temps à perdre dans les diversions dialoguistes. Il faut lever la mobilisation d'un large front anti-terroriste, anti-intégriste, de sauvetage de l'Algérie.

C'est, aujourd'hui, le maillon principal pour résoudre, à terme et sur le fond, la crise qui frappe notre pays, édifier un Etat de droit démocratique assurant le respect des libertés inaliénables et des droits fondamentaux de l'homme, redresser son économie par les réformes radicales et promouvoir la démocratie économique et la justice sociale, réformer radicalement sur une base scientifique et moderne tout le système d'enseignement et édifier une culture de rationalité et de progrès; toutes tâches indispensables pour assurer l'insertion de l'Algérie dans un monde

moderne qui progresse à pas de géant, et susceptibles de mobiliser notre peuple et sa jeunesse assoiffée de progrès et de justice et de leur redonner confiance et espoir en l'avenir. une telle perspective ne s'accommode d'aucun compromis, et à plus forte raison d'une compromission. Elle exige une analyse scientifique et lucide de la crise et des décisions majeures audacieuses allant dans le sens de la rupture et du changement.

Si le pouvoir est conscient de l'urgence de cette tâche, il devra tout faire pour élargir sa base socio-politique aux forces démocratiques de la société, qui ont l'Algérie au coeur.

Une conférence nationale pour le sauvetage de l'Algérie, ouverte à toutes les forces patriotiques authentiques, qui ont à coeur de combattre le terrorisme intégriste, et qui exclurait naturellement toutes les forces qui se réclament de l'intégrisme ou plaident ouvertement ou honteusement la réhabilitation de l'ex-FIS assassin, peut constituer aujourd'hui un cadre approprié pour doter le pays d'un pouvoir de large union patriotique anti-terroriste, anti-intégriste, seul capable de donner à l'Etat la crédibilité nationale et internationale nécessaire.

Nous affirmons solennellement l'entière disponibilité de notre Mouvement ETTAHADDI à toute concertation, à tout dialogue, entre forces patriotiques républicaines qui auraient pour objectif immédiat la convocation d'une telle conférence nationale pour le sauvetage de l'Algérie, ou toute autre initiative allant dans le même sens.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations les plus distinguées.

Alger, le 12 août 1994,

Pour le Comité Exécutif  
d'ETTAHADDI,  
le Secrétaire Général,  
Hachemi CHERIF